

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 07/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FM FRANCE SAS

RUE DE L'EUROPE
57370 Phalsbourg

Références : D-0412-2025
Code AIOT : 0006410923

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement FM FRANCE SAS implanté ZAC du Plan 84320 Entraigues-sur-la-Sorgue. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM FRANCE SAS
- ZAC du Plan 84320 Entraigues-sur-la-Sorgue
- Code AIOT : 0006410923
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site FM Logistics d'Entraigues est une plateforme logistique dédiée au tour de clients agroalimentaires mais conserve la possibilité de stocker des produits dangereux sous couvert de son classement SEVESO.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements environnementaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
2	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place un dispositif permettant de réaliser les premiers prélèvements environnementaux à l'intérieur et à l'extérieur du site. Pour ce faire, il a contractualisé avec un prestataire extérieur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
Constats : Le premier POI mis en place par l'exploitant date du 23/10/2015. Le document a ensuite été mis à jour le 10/11/2016, le 10/04/2018, le 14/11/2019 et le 28/12/2023. Cette dernière version du POI intègre les premiers prélèvements environnementaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera à respecter le délai maximum de 3 ans pour la mise à jour de son POI. Ainsi, la prochaine mise à jour doit être réalisée avant le 28/12/2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
Constats : L'exploitant réalise un exercice POI par an. Le dernier exercice POI a eu lieu le 11/12/2024 en présence des pompiers. Le scénario joué était la chute de 4 palettes de Ricqlès (alcool de menthe). A cette occasion, l'exploitant a également fait jouer l'astreinte environnementale pour les premiers prélèvements environnementaux. L'exploitant a présenté à l'Inspection son compte-rendu de l'exercice POI, le compte-rendu de l'astreinte environnementale et celui des pompiers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : « Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
Constats : Concernant le dispositif permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, l'exploitant a contractualisé avec un prestataire extérieur (SOCOTEC) qui fait partie du Réseau des Intervenants en situation Post-Accidentelle (RIPA). Le POI renvoie vers la stratégie de prélèvements rédigée par SOCOTEC. Dans cette stratégie, transmise avant l'inspection, figure la liste des substances à rechercher dans le milieu air uniquement. Il s'agit des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie. Le guide professionnel relatif aux produits de décomposition dans le stockage et la logistique et reconnu le 22 novembre 2022, préconise également la réalisation de prélèvements dans d'autres matrices en fonction de la situation rencontrée. Par exemple, des prélèvements peuvent être réalisés dans les eaux d'extinction, les sols, sur les surfaces. Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par mail le 26 juin 2025 sa stratégie modifiée qui comprend l'ajout de prélèvements de type dépôts de surface et, le cas échéant, de prélèvements dans les eaux d'extinction. La liste des substances à rechercher pour ces milieux est précisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux.[...] Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
Constats : La stratégie transmise avant l'inspection indique les équipements nécessaires pour réaliser les prélèvements dans l'air. La stratégie modifiée et transmise par l'exploitant après la visite d'inspection intègre également les équipements pour les milieux et les substances ajoutés au plan de prélèvement. Il est indiqué dans la stratégie que l'exploitant ne dispose pas de matériel de mesure environnementale. SOCOTEC utilisera donc son matériel en cas de besoin.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : <ul style="list-style-type: none">- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées; Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
Constats : SOCOTEC fait partie du Réseau des Intervenants en situation Post-Accidentelle (RIPA) et dispose du personnel compétent pour réaliser les prélèvements. Dans la stratégie de prélèvements, il est mentionné que l'astreinte mise en place est disponible 24h/24 et 7j/7 avec une arrivée sur le site en moins de 4h après appel de l'astreinte/déclenchement de l'alerte.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition
Prescription contrôlée : La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.
Constats : L'établissement est seveso seuil bas, il n'est pas soumis au réexamen quinquennal de son étude de dangers, qui n'a pas fait l'objet d'une mise à jour. À noter que la stratégie de prélèvements environnementaux a tout de même été rédigée en tenant compte des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite